

L'ENTRETIEN

Jean-Louis Loubet del Bayle

En 1969, Jean-Louis Loubet del Bayle offrait la première analyse d'envergure des « non-conformistes des années 30 ». Cette génération, représentée par des personnalités aussi diverses que celles de Thierry Maulnier, Robert Aron, Emmanuel Mounier, Jean-Pierre Maxence, sera au cœur du bouillonnement intellectuel qui marquera ces années sombres et agitées ; elle s'exprimera à travers des revues tantôt éphémères (*Les Cahiers* du mouvement Jeune Droite, *L'Ordre Nouveau*, etc.), tantôt plus durables (la revue *Esprit*, toujours présente). L'ambition de ces jeunes gens, qui avaient tous à l'époque autour de vingt-cinq ans, était de changer radicalement la société en crise qui était la leur, en lui offrant de nouvelles bases de réflexion sur lesquelles la refonder. Malgré leurs divergences idéologiques – qui en amèneront certains à flirter avec le fascisme, voire à s'y engager, d'autres à se laisser tenter par une gauche plus ou moins radicale –, tous ces individus étaient animés d'une soif d'absolu et d'un esprit de révolte dont les lecteurs de l'après-68 ont peut-être oublié la réelle mesure. C'est cette nébuleuse, d'où émergera notamment un mouvement philosophique aussi important que le « personalisme » et où se formeront quelques figures capitales de la pensée française de l'après-guerre (comme Maurice Blanchot), que Loubet del Bayle a explorée avec clarté et rigueur. Au lendemain de la réédition en format de poche (Point Histoire n°H295) de ce travail majeur, en novembre 2001, nous avons posé cinq questions à son maître d'œuvre. Voici donc la retranscription de cet entretien inédit qui n'a, on va le voir, rien perdu de sa pertinence...

* * *

Jibrile : La réédition de votre essai est-elle uniquement due à sa réputation de « classique » des sciences politiques ? En quoi les « non-conformistes » seraient-ils à nouveau d'actualité ?

JLDB : À vrai dire, cette réédition n'a pas été due à une réflexion intellectuelle, mais à un concours de circonstances lié à l'épuisement de l'édition « classique » et à un constat éditorial : à savoir qu'après une période de ventes « traditionnelles » au lendemain de sa publication en 1969, ce livre a présenté la particularité de continuer à se vendre régulièrement (en un nombre à peu près constant d'exemplaires chaque année) pendant les trente ans qui ont suivi. Si actualité de ce livre il y a, ce sont d'abord ses lecteurs qui ont contribué à la lui donner, d'autant qu'à côté des lecteurs « universitaires » (intéressés par son aspect historique) il a eu aussi un public pour lequel sa lecture était le résultat d'une démarche personnelle, motivée par le sentiment de l'actualité de nombre des questions auxquelles ces non-conformistes des années 30 avaient tenté de répondre.

Pour terminer sur ce point, on peut noter aussi qu'il y a un parallélisme assez curieux entre les circonstances de la première édition et celles de cette édition de poche. En effet, le manuscrit initial a été achevé durant le dernier trimestre 1967 et remis à l'éditeur en mars 68, sa publication intervenant un an plus tard, donc après les événements de mai 68. Un certain nombre de critiques ont eu alors le sentiment que ce livre n'était pas sans relation avec les interrogations que ces événements avaient fait surgir. Il en est un peu de même pour cette réédition, qui a été préparée au cours de l'année 2000, et qui se trouve mise en circulation en septembre 2001, en concomitance avec une actualité dont on peut penser qu'elle va, elle aussi, amener à se poser des questions jusqu'ici négligées, sur ce qu'est par exemple l'identité d'une civilisation ou sur ce que sont les fondements du lien social qui assure la pérennité des sociétés.

Jibrile : Pensez-vous que la pensée développée par ces mouvements est d'essence proprement française ? Si oui, en quoi ?

JLDB : Les racines de la réflexion de ces mouvements sont pour l'essentiel françaises. Celle-ci s'est particulièrement développée au confluent de deux courants d'idées : le courant du socialisme français en général, et du proudhonisme en particulier (surtout sensible à L'Ordre Nouveau), et la tradition du catholicisme social (surtout présente dans *Esprit* et dans une partie importante de la Jeune Droite). De ces deux courants, le non-conformisme des années 30 a particulièrement hérité une façon d'aborder les questions socio-politiques, en relativisant l'importance du politique – d'où leur anti-étatisme ou leur méfiance à l'égard des partis politiques – et en soulignant *a contrario* l'importance des transformations sociales et

culturelles pour comprendre les problèmes des sociétés du XX^e siècle, ce qui ne sera pas sans doute sans rapport avec l'attention que certains courants d'idées, à droite comme à gauche, accorderont après les années 70 à l'évolution et aux initiatives de la « société civile ». Les influences étrangères ont été plus réduites. Elles ont été surtout liées, d'une part, à la découverte de ce que l'on peut appeler les précurseurs de l'existentialisme (Kierkegaard, Nietzsche, Scheler, Heidegger) et, d'autre part, aux contacts de L'Ordre Nouveau avec certains milieux du courant allemand de la « Révolution conservatrice ». Ceci étant, il faut noter que ces jeunes intellectuels furent beaucoup plus attentifs aux expériences socio-politiques étrangères (américanisme, communisme, fascisme, national-socialisme) que ne l'était la moyenne de leurs contemporains.

Jibrile : On est à la fois enthousiasmé par la rhétorique volontaire et déçu par certains aspects au fond peu originaux ou peu courageux de la pensée des « anticonformistes » (notamment leur refus de chercher une alternative à la propriété privée – peu compréhensible de la part de mouvements qui, bien qu'anti-marxistes et décidément méfiants vis-à-vis du fascisme, avaient la vocation d'attaquer les valeurs fondamentales de la civilisation de l'époque). Pourriez-vous nous dire quels étaient les traits spécifiques de ces mouvements dans la grande vague qui devait mener à l'État-providence de l'après-guerre ?

JLDB : Dans l'immédiat après-guerre, même si certains des non-conformistes des années 30 vont se retrouver dans le courant de la démocratie-chrétienne, dans certains milieux gaullistes ou dans les recherches pour susciter une « nouvelle gauche », ils seront de manière générale plutôt marginalisés par la pression des événements (guerre froide, décolonisation) et par l'évolution évoquée vers l'État-providence, qui était aussi, à cette époque, un « État constructeur » et un « État planificateur ». Si l'État-providence pouvait les intéresser pour résoudre la question sociale du « prolétariat », il ne pouvait aussi que les inquiéter pour les risques d'étatisme et de culture « d'assistance » plus que de « responsabilité » qu'il pouvait comporter. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, durant cette période, l'essentiel de leur activité va, pour beaucoup d'entre eux, s'orienter vers un engagement fédéraliste, celui-ci ayant pour objectif, non seulement la construction d'une Europe unie, mais aussi la mise en œuvre d'une conception de l'organisation sociale mettant l'accent sur le rôle essentiel des « corps intermédiaires » dans des perspectives décentralisatrices, régionalistes, voire « autogestionnaires », qui avaient alors peu d'écho. De fait, durant cette période, c'est au niveau de la construction européenne que l'action des non-conformistes et de leurs épigones aura les conséquences les plus sensibles.

Même si, après 68, la persistance des références marxistes dans le discours des contestataires de mai 68 a pu rebuter certains des héritiers du non-conformisme des années 30, nombre de ceux-ci auront le sentiment de retrouver, après ces événements, des questions proches de celles qui avaient été les leurs dans les années 30, aussi bien avec la mise en cause pré-écologiste des orientations industrialistes et productivistes des sociétés de consommation modernes – ils auraient pu signer certains passages de *L'Homme unidimensionnel* de Marcuse – qu'avec l'accent mis sur la nécessité de « libérer » la créativité des individus et des groupes sociaux, rencontrant ainsi le mouvement qui, dans les années 70, conduira, par exemple, ce qu'on appellera un peu plus tard la « deuxième gauche » à mettre en cause le jacobinisme centralisateur de la gauche traditionnelle et à découvrir l'importance du dynamisme de la « société civile ».

Jibrile : À la lecture de votre ouvrage, on est frappé par la présence de certains traits idéologiques ou programmatiques (obsession des corps intermédiaires et de la décentralisation ; méfiance aussi bien vis-à-vis de l'État que de la sphère du capitalisme financier déraciné, etc.) que l'on retrouve aujourd'hui au sein de nombreux mouvements « anti-mondialistes », particulièrement en France. Quelle est, s'il y en a une, l'influence des anticonformistes sur ces mouvements ? Le rapport au libéralisme n'est-il pas, dans les deux cas, ambivalent, sinon ambigu ?

Cette question pose un problème plus large, qui est la difficulté d'évaluer de manière générale l'influence du courant non-conformiste. En particulier, parce que la confrontation avec les réalités des sociétés modernes amène souvent, de manière spontanée, à poser les mêmes questions que se sont posés les non-conformistes dans les années 30 et à y répondre parfois de manière plus ou moins semblable. Il est alors difficile de savoir ce qui est dû à une réflexion autonome, qui rejoint celle des non-conformistes, et ce qui peut être dû à leur héritage. Ainsi, dans les années 70-80, un observateur extérieur pouvait avoir le sentiment d'une convergence spontanée, sans lien direct ; avec la réflexion écologiste. En fait, depuis quelques années, les recherches sur l'histoire de l'écologie ont montré que cette relation a été moins fortuite qu'elle ne pouvait le paraître et que, dans l'inventaire des origines de ce courant de pensée, il convient de faire figurer une source « personnaliste ». Cette approche vaut sans doute aussi pour la réflexion sur la mondialisation, en observant au passage que mon livre a intéressé des lecteurs représentant tout l'éventail des positions idéologiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche, chaque type de lecteur ayant sans doute sa propre grille de lecture en n'étant pas sensible aux mêmes accentuations que les autres.

On comprend bien le phénomène si l'on prend, comme vous le faites, l'exemple du libéralisme. Du libéralisme le non-conformisme des années 30 se rapprochait par sa méfiance à l'égard de toutes les formes d'étatisme, ses réticences à l'égard des philosophies sociales idéalistes, de type « constructiviste », avec, *a contrario*, une grande importance accordée à la spontanéité de la « société civile » et à la responsabilité des « personnes » qui la constituent. Mais, en même temps, ces non-conformistes dénonçaient avec une particulière virulence les formes individualistes du libéralisme, sa tendance à réduire la vie politique à un tête-à-tête entre l'État et l'Individu, en ignorant les « corps intermédiaires » et en négligeant les solidarités qu'ils traduisent et les régulations dont ils sont l'instrument. « Personnalistes », ils rejoignaient le libéralisme dans la défense des individus et dans la dénonciation des dérives collectivistes dont ils étaient les contemporains, avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Mais, en même temps, sensibles à l'enracinement « communautaire » de la « personne » et aux réseaux de liens sociaux et spirituels qui la structurent, ils se séparaient du libéralisme individualiste qui leur semblait caractériser la fin des années 20 et que l'on a vu redevenir une orientation dominante des sociétés modernes depuis la fin des années 70. À l'égard du libéralisme, leur attitude était donc ambivalente, sans indulgence pour le libéralisme économique et le règne « matérialiste » du marché, en rupture avec son individualisme philosophique et culturel, mais, en revanche, proche des orientations de penseurs libéraux comme Tocqueville ou Bertrand de Jouvenel. À partir de là, on comprend que des libéraux comme des anti-libéraux puissent, selon les orientations privilégiées, se reconnaître dans le non-conformisme des années 30.

Jibrile : Au vu des engagements extrêmement diversifiés des acteurs de ces mouvements et de l'échec relatif de ceux-ci pour conquérir une position nette et constante dans le champ intellectuel et politique, quel constat feriez-vous sur la pérennité de ces mouvements ? Ne marquent-ils pas la faillite définitive de la formation en France d'une droite non libérale ?

JLDB : Une évaluation du rôle historique des non-conformistes des années 30 comme de l'actualité de leur réflexion ne peut pas se faire en termes seulement politiques, par rapport aux catégories habituelles et en se limitant aux perspectives réductrices et étriquées de la réflexion politique contemporaine, du type droite-gauche. On ne peut pas comprendre grand-chose au non-conformisme des années 30 si on se borne à cette approche uniquement politique. Pour le meilleur – et certains diront peut-être pour le pire –, ces non-conformistes ont eu des ambitions beaucoup plus vastes, à la mesure de ce « malaise dans la civilisation » qu'ils ressentaient, et dont l'ampleur est peut-être la principale raison de l'intérêt qui peut leur être encore porté en se plaçant à différents points de vue.

Tout d'abord le non-conformisme des années 30 témoigne d'une tentation récurrente depuis les années 30, celle de rechercher une « troisième voie » pour dépasser des choix alternatifs perçus comme mutilants, dans le domaine politique certes, mais aussi bien au-delà : alternative droite/gauche sur le plan politique ; capitalisme/communisme sur le plan économique ; individualisme/collectivisme au niveau social ; idéalisme/matérialisme au niveau philosophique. Par là, le non-conformisme des années 30 a exprimé des aspirations que l'on voit périodiquement réapparaître dans des termes plus ou moins novateurs.

Une autre raison, déjà rencontrée, de l'attrait de cette réflexion a résidé dans une approche des questions politiques qui tendait à relativiser l'importance du politique par rapport à l'importance des transformations sociales et culturelles des sociétés modernes, en accordant par exemple autant d'attention aux transformations de la vie privée que de la vie publique, ou en s'interrogeant autant sur « l'économie psychique » de l'homme moderne, selon le mot d'Elias, que sur les changements de son environnement social. Par là, cette réflexion n'a pas manqué notamment de se trouver périodiquement en phase avec les déceptions de ceux que peuvent rebuter les routines, les pesanteurs, les compromissions, les étroitesse de la vie politique et des engagements partisans.

Par ailleurs, cette réflexion présentait l'originalité de percevoir la « crise de l'homme au XX^e siècle » qu'elle diagnostiquait comme une crise qui mettait non seulement en question l'homme moderne dans les diverses modalités de son existence sociale, mais aussi dans son existence spirituelle, dans son rapport avec lui-même et avec sa destinée. Pour reprendre le titre d'un livre d'un de ces non-conformistes, la crise n'était pas seulement dans les choses et la société, elle était aussi « dans l'homme », en proie à un nihilisme qui laissait sans réponse des questions essentielles sur son être et son devenir. Cette situation est en fait toujours celle des sociétés modernes, même si, pour l'heure, celles-ci ne s'interrogent que timidement et à mi-voix, dans des discours convenus, stéréotypés, superficiels et peu convaincus, sur la « crise des repères » ou la « crise des valeurs », en préférant ignorer l'importance des remises en cause que pourrait comporter une prise au sérieux de ce type de réflexion.

Par là, on rencontre un dernier aspect de la réflexion non-conformiste, qui mettait l'accent sur le fait que la crise à laquelle ils entendaient faire face était une crise « totale », une « crise de civilisation » touchant l'existence humaine dans tous ses aspects, mettant aussi bien en question les rapports de l'homme avec la société et avec la nature, que ses rapports avec lui-même, avec son être biologique, psychologique ou spirituel. Il est bien évident que depuis les années 30, l'évolution des sociétés n'a fait que rendre plus pertinente encore cette « problématique de civilisation ». Il suffit de penser par exemple à la radicale nouveauté que représentent la capacité de destruction de la planète par les armes atomiques ou les

possibilités d'intervention sur les êtres humains dans leur réalité la plus intime qui sont permises par le progrès des connaissances et des techniques de manipulation biologique.

En anticipant sur les événements qui ont suivi, les non-conformistes des années 30 ont de ce fait senti monter la question que formule Edgar Morin lorsqu'il constate que « toute civilisation qui veut arracher l'humanité au destin pose nécessairement la question du destin de l'homme ». Dans cette perspective, face au nihilisme qui leur semblait ronger les fondements des sociétés modernes, ils ont tenté d'apporter une réponse, en rejoignant par avance le constat de Paul Ricœur lorsque celui-ci remarquait à la veille des événements de mai 68, que « ce dont manquent aujourd'hui les hommes, c'est de justice certes, d'amour sûrement, mais plus encore de signification ». La réponse qu'ils ont essayé de donner peut être discutée ; en revanche, la question qui l'a suscitée reste actuelle, même si elle n'est pas consciemment posée dans toutes ses dimensions, car l'état de nos sociétés ne peut que conduire à se demander, avec Malraux, si « une civilisation peut n'être longtemps qu'une civilisation de l'interrogation et de l'instant »...

**Propos recueillis par
Frédéric DUFOING et Frédéric SAENEN**